

FACE A LA REPRESSION D'ÉTAT ET A LA VIOLENCE PATRONALE, FAISONS BLOC

Jeudi 18 avril, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, a été condamné un an de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour « apologie du terrorisme ». Ce militant syndical était poursuivi en raison d'un tract écrit collectivement et diffusé le 10 octobre dernier, trois jours après l'attaque du Hamas contre Israël. Cette condamnation sonne comme un avertissement à toutes celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien, écrasé sous les bombes à Gaza depuis plus de six mois et victime depuis 75 ans d'oppression coloniale.

La criminalisation du soutien au peuple palestinien

« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées » : c'est ce passage du tract qui a permis à la justice d'estimer que le tract « constituait une légitimation d'un attentat de masse sous couvert d'une analyse historique ». Jean-Paul Delescaut n'est pas un cas isolé. Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, est convoquée par la police le 30 avril, elle aussi pour « apologie du terrorisme », juste après l'interdiction de la réunion publique en solidarité avec la Palestine qu'elle devait tenir à Lille en compagnie de Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi le cas de Siham Assbague, journaliste et militante antiraciste, ou encore d'Anasse Kazib, cheminot, militant révolutionnaire et syndicaliste à Sud Rail, et de bien d'autres. Selon le ministère de la Justice, 600 procédures étaient en cours en janvier 2024 pour « apologie du terrorisme » ou « provocation à la haine raciale ». Il s'agit d'une véritable inflation répressive, qui vise à faire taire toute contestation et qui s'appuie sur une indignation bien sélective. Car à ce jour, aucune poursuite n'a été engagée contre ceux qui légitiment le génocide en cours à Gaza, qui a déjà fait plus de 34 000 morts sous les bombes, dont un tiers d'enfants, et se poursuit par une famine organisée.

Une dérive autoritaire contre toute forme de contestation

Cette répression contre celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien est un pas supplémentaire dans le cours autoritaire et liberticide du gouvernement Macron. Manifestations et réunions politiques interdites, militants

convoqués par la police, lycéennes et lycéens mis sous surveillance, sportifs, chercheurs, universitaires, écrivains, cinéastes blacklistés, adjoint au maire privé de son mandat... le gouvernement affute ses armes répressives pour les employer demain à plus grande échelle contre une contestation sociale qu'il a toutes les raisons de craindre.

Car après les annonces de coupes budgétaires dans les services publics, qui vont peser particulièrement sur les classes populaires, après la nouvelle attaque contre les droits des chômeurs, le patronat poursuit l'offensive avec l'annonce de centaines de licenciements. Alors même que les actionnaires se gavent de dividendes, ce sont les fermetures d'usines qui sont promises aux travailleurs. Stellantis fait planer la menace sur plusieurs usines du groupe. ExxonMobil annonce la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois à Gravenchon (Seine-Maritime). Et maintenant, c'est au tour de Sanofi d'annoncer 300 emplois supprimés.

Le gouvernement n'est pas en reste, avec son ministre de la Fonction publique, Guérini, qui annonce que les licenciements ne seront plus « tabous » dans la fonction publique. En réalité, des licenciements de fonctionnaires, il y en a déjà sur des motifs disciplinaires. Mais le gouvernement use de bien d'autres méthodes pour réduire les effectifs, entre gel des embauches et dégradation des conditions de travail pour pousser dehors des travailleuses et travailleurs exténués.

Alors oui, il y a bien des raisons de se révolter et de s'organiser contre ce monde barbare qu'engendre le capitalisme et la loi du profit. Et pas question d'accepter de se laisser bâillonner.

Tavares excité par le contexte !

La semaine dernière, Tavares était de visite sur le pôle Trémery / Metz. A défaut d'écouter les revendications des salariés il a pu s'exprimer devant leurs représentants et dire à quel point il trouvait le contexte de transition énergétique, « existant ». Pour nous, voir les ateliers tomber en ruine, nos emplois être supprimés, travailler les samedis pour des paies qui ne suffisent pas à boucler les fins de mois, cela n'a rien d'excitant. Ce qui serait excitant ce serait que les salariés s'expriment à leur tour, par la grève, et démontre à quel point sans eux, Tavares et les actionnaires ne sont rien !

Le méga salaire de Tavares

Le PDG de Stellantis (PSA, Fiat et Chrysler) va toucher le pactole de 36,5 millions d'euros pour 2023, 42 millions avec les à-côtés. Il gagne plus en une journée qu'un salarié en un an ! Des sociétés de conseil ont suggéré aux actionnaires – qui se partagent la coquette somme de 7,7 milliards de dividendes – de voter contre ce salaire somptuaire, tellement indécent qu'il pourrait réveiller la colère des travailleurs... Et pour cause ! Tandis que les actionnaires empochent des sommes ahurissantes et récompensent grassement le PDG, Stellantis licencie des milliers de salariés aux USA, en Italie et s'apprête à fermer l'usine de Hordain. Contre les actionnaires et leur serviteur Tavares, il faut que la colère explose !

Fiat Mirafiori ne veut pas finir à la casse

Vendredi 12 avril, 12 000 personnes (des salariés grévistes de Fiat-Mirafiori, des sous-traitants, des soutiens...) ont manifesté dans les rues de Turin pour dénoncer les menaces contre l'emploi sur l'usine. Deux jours avant, Tavares est venu faire des promesses qui n'ont pas convaincu. Les salariés voient bien qu'avec beaucoup de chômage depuis le début 2024 et seulement 78 000 voitures produites en 2023, le PDG organise une casse des effectifs. Pour les salariés cette manifestation était une étape pour continuer à se défendre.

PSA Hordain dans le viseur.

Stellantis a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

La direction de Stellantis a bien sûr démenti... tout comme elle avait nié le projet de fermeture de l'usine d'Aulnay, avant de la liquider. Pour sauver les emplois de la rapacité patronale, les salariés ne pourront compter que sur leur force collective.

Les pyromanes

Samedi 13 avril au soir, l'État iranien a lancé une attaque aérienne contre l'État d'Israël, en réponse à l'attaque israélienne du 1er avril qui avait rasé le consulat iranien en Syrie et fait 16 morts.

Il s'agissait davantage d'une réponse symbolique, pour sauver la face, que d'une véritable contre-attaque. Pour protéger les bases de l'armée d'Israël coupable de génocide, les grandes puissances dont la France ont déployé les moyens les plus sophistiqués. Mais pour la population de plus de 2 millions d'habitants de Gaza, assiégée, affamée, privée de soins, dont les maisons sont bombardées, seuls quelques colis humanitaires sont envoyés par parachute...

Pour en finir avec les escalades militaires, pour arrêter le plus vite possible le massacre à Gaza, il faudra renverser la domination capitaliste.

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Meeting - 31 mai, 19H30
au FJT Pilâtre de Rozier à Metz

**POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES
NI PATRONS**

**URGENCE
RÉVOLUTION!**

GAËL QUIRANTE
POSTIER

SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS

nouveaupartianticapitaliste.fr
revolutionnaires_journa